

SOUFIANE DJILLALI AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Le pouvoir a fait le vide autour de lui»

Soufiane Djillali, intellectuel et ex-dirigeant du PRA, ne cache pas sa colère suite aux événements de ces derniers jours et à l'incapacité des gouvernants à apporter une réponse sérieuse à la mal-vie des Algériens. «Il s'agit de nos enfants, bon Dieu !» s'écrie-t-il. Entretien avec un démocrate qui ne mâche pas ses mots.

Le Soir d'Algérie : Les Algériens ont renoué avec les émeutes. Que vous inspirent ces jeunes qui se révoltent ? S'agit-il vraiment d'une réaction à l'augmentation des prix du sucre et d'autres denrées alimentaires ?

Soufiane Djillali : Il est incontestable que les augmentations des prix ont été l'étincelle qui a fait exploser la rue. Mais c'est aussi trop simple de penser que seule cette cause peut mener à une telle déferlante. Il y a un désespoir profond chez les laissés-pour-compte. La fracture entre ceux qui s'en sortent et le reste est trop visible, trop béante. Les jeunes appellent au secours depuis des années mais les pouvoirs publics n'arrivent pas, apparemment, à les entendre. Dans la vie, tout a une limite. La patience aussi.

Quelle est alors la nature de ces événements ?

Elle est fondamentalement politique. Il n'y a plus aucune médiation entre le pouvoir en place et le reste de la population. Le pouvoir a fait le vide autour de lui, il reste seul face au peuple. Malheureusement pour l'Algérie, un pouvoir absolu corrompt absolument. Et je vous le dis tout de suite : la répression n'est pas la solution.

Il y a eu mort d'hommes, malgré tout, la répression a été moins dure que lors des événements d'Octobre 88 ?

Incontestablement, les services de sécurité ont montré une bien meilleure discipline et maîtrise que lors de 88 ou même 2002. Ils sont mieux équipés et surtout ils ont une bien plus grande expérience avec ce type de situation. Il faut dire qu'ils ont eu l'occasion de s'entraîner durant toute l'année ! Ce sont eux qui finalement payent pour l'incompétence politique. Cependant, il serait illusoire d'attendre d'eux qu'ils viennent à chaque fois à la rescousse. J'ai bien peur qu'ils soient assez vite dépassés à l'avenir si un traitement politique très sérieux ne vient pas remettre de l'ordre dans le pays. Les Algériens ont été jusqu'à gérés par la carotte et le bâton. Lorsque le pétrole ne sera plus là, croyez-vous sérieusement que le bâton suffise à maintenir la paix civile ? Personnellement, j'en doute fort.

Cependant, les choses semblent rentrer dans l'ordre, les

dernières décisions concernant le prix du sucre et de l'huile ont permis le retour au calme...

Le retour au calme est de surface. Le danger avec de telles situations, c'est que ça peut dégénérer de nouveau au moindre faux-pas. Quant à la réduction des prix du sucre et de l'huile sur le marché, permettez-moi de douter qu'il s'agisse là d'une solution sérieuse. Ce n'est pas 300 millions de dollars consacrés à la baisse du prix de ces produits au profit des 35 millions de consommateurs mais un plan spécifique à cette frange de la population qui aurait dû être la réponse du gouvernement. Quand je pense que l'organisation de la rencontre sur le gaz à Oran a nécessité 800 millions de dollars pour quelques jours je deviens hypertendu ! Non ! Messieurs du gouvernement, il aurait fallu un plan d'au moins dix milliards de dollars sur 3 à 5 ans et destiné à cette frange de jeunes désœuvrés !

C'est une somme faramineuse...

Ce n'est même pas 7% de nos réserves qui agonisent dans les banques étrangères au profit des autres nations. C'est de nos enfants dont il s'agit ici, Bon Dieu ! Ne valent-ils pas cette somme ? Si l'argent de notre pétrole n'est pas utilisé pour former et éduquer notre jeunesse, lui donner du travail et surtout protéger sa dignité, à quoi sert-il de pomper encore notre sous-sol ?

Mais un tel investissement demande beaucoup de temps pour donner des résultats, or il y a urgence.

Il y a des choses qui peuvent être faites rapidement. Nos villes sont sales, les espaces verts mal entretenus, les aires de jeux abandonnées... Nos communes pourraient recruter sur l'ensemble du territoire plusieurs milliers de ces jeunes peu formés mais qui trouveraient là une occupation rémunérée pour embellir nos villes. N'est-ce pas mieux que la casse ? Bien sûr, il s'agit là d'un geste plein de symboles, pas une solution définitive, entendons-nous. Celle-ci aurait dû être préparée depuis longtemps. Elle passe par une véritable formation, plutôt professionnelle que théorique. Les besoins dans le bâtiment et dans d'autres secteurs peuvent être immenses. Il faut penser à relancer le textile



M. Soufiane Djillali.

Photo : DR

qui a été laminé par un libre échangisme excessif. La pêche, l'artisanat, le tourisme, la PME/PMI, etc, tous sont des secteurs qui pourraient absorber de la main-d'œuvre. L'agriculture est un autre secteur vital qui pourrait offrir d'autres issues. Le territoire est presque inoccupé. Les espaces ne manquent pas. Il y a tellement de choses à faire bien plus intéressantes que de livrer les trottoirs à ces jeunes transformés en masse en gardiens de parking ! Bien sûr rien n'est facile, et c'est pour cela que l'établissement de l'Etat de droit et un retour au processus démocratique sont vitaux. Ils donneront de la patience et du souffle au pays. Mais avant tout, il faut parler directement à ces jeunes et surtout les écouter.

Ces jeunes ont agi comme leurs aînés d'Octobre 88, alors qu'au vu de leur âge, ils n'étaient même pas nés à cette date. Comment expliquez-vous ce comportement ?

Vous savez, il y a une forme de déterminisme. Lorsque vous subissez trop de pression vous finissez par réagir, ensuite, c'est la culture ambiante qui détermine vos modes de réaction. Dans notre culture, il y a, ne l'oubliez pas, une forme de nihilisme et d'apologie de la violence. Et surtout, le terrorisme des années 90 a laissé de profondes traces. Les années du parti unique puis de la décennie rouge ont brisé beaucoup de repères et de référents. Pour gérer toutes ces séquelles, il aurait fallu un pouvoir plus protecteur pour la nation, plus apaisant. Il aurait fallu une politique sociale plus soutenue et surtout plus juste. Malheureusement, nous avons eu droit durant cette décennie, d'abord à un discours exubérant et déstabilisant, puis dans une deuxième phase à un silence déprimant, qui est perçu par la population comme du mépris. Notre jeunesse souffre de beaucoup de maux. Mal instruite, elle est trop souvent la

proie des maux sociaux. La drogue fait des ravages. La délinquance n'est pas toujours très loin. Il est clair que cette jeunesse est en souffrance. Le phénomène de hargne, qui est bien évidemment une forme de suicide, est un appel au secours. Le sentiment d'abandon est très fort. Mais en face, que fait-on ? Les jeunes ont montré leur ras-le-bol, nos dirigeants ont regardé leurs doigts !

Pourtant, cette jeunesse pourrait trouver son chemin. Elle a de grandes qualités. Ces jeunes aiment leur pays. Ils peuvent être valeureux. Ils nous l'ont prouvé à plusieurs reprises, lors des inondations à Bab-El-Oued ou plus récemment à Omdourman.

Qu'y a-t-il lieu de faire alors ?

Il faut que les gouvernants s'occupent du pays. Il faut que la corruption et la prédation cessent. Il faut que l'économie tourne à la hauteur de nos ressources. Et puis je vais vous dire, au fond, pour diriger ce pays, il faut aimer son peuple !

Vous insinuez que les dirigeants actuels n'aiment pas leur peuple ?

Je ne sais pas ce qu'il y a au fond de leur cœur, mais je peux vous dire qu'ils ne donnent pas l'impression d'avoir beaucoup de sentiments sincères envers lui et encore moins de l'affection. En tout état de cause, le sort de notre jeunesse est triste. Il faut vraiment étouffer sous son narcissisme ou avoir un cœur blindé pour ne pas avoir de compassion pour elle.

N'y a-t-il pas un relent populiste dans ce discours ? Vous avez été longtemps secrétaire général du PRA, et vous défendez alors le libéralisme.

Non, ce n'est pas du populisme. Ce que je dis est profondément sincère. J'ai mal de voir tant de gâchis. L'Algérie aurait pu mieux faire, beaucoup mieux faire. Dans les années 90,

l'Algérie était sans le sous, les hommes politiques ne se bousculaient pas au portillon, les risques étaient trop élevés peut-être ? Dans les années 2000, l'Etat était redevenu riche grâce au pétrole et les hommes politiques furent remplacés par une noria de prédateurs. Ce sont eux qui portent la responsabilité de ces derniers événements qui ne seront pas, à l'évidence, les derniers. Tant que des réformes profondes ne sont pas mises sur les rails tant dans la vie politique qu'économique, les choses empireront.

Et pour le libéralisme ?

Libéralisme. Socialisme. Vous savez, ce sont des étiquettes. Ces notions ont peu de prise sur notre réel. La vérité est que notre économie est dirigée selon des normes inconnues ailleurs. Les mêmes ont d'ailleurs prôné le socialisme en son temps puis sont devenus de féroces néolibéraux. Ils peuvent appliquer avec zèle les directives du FMI ou vous faire l'économie de guerre : pourvu qu'ils restent aux commandes !

Où est alors le problème ?

La problématique de l'Algérie est ailleurs : les dirigeants de ce pays ont-ils la volonté de mettre en place une économie autonome, équilibrée dans ses échanges avec l'extérieur, capable d'innover, de produire et d'exporter ? L'Algérie peut-elle se passer de ses hydrocarbures ? Peut-elle nourrir ses enfants par ses propres moyens ? Peut-elle améliorer le niveau de vie de sa population ?

Je suis heurté de voir comment l'argent de la nation part dans la quinquillerie que nous importons. La législation algérienne a été conçue pour favoriser l'importation des produits finis en lieu et place de la production nationale. Je peux vous donner des centaines d'exemples. L'impression que j'ai est qu'il y a une politique délibérée pour que l'Algérie reste dans cette dépendance. Jusqu'à quand ?

Quelle va être la suite des événements d'après vous ?

Ma crainte est que rien ne change fondamentalement encore pour un temps. Le pouvoir va balbutier quelques regrets, marmotner quelques menaces, sévir à l'ombre et c'est tout. En attendant que tout reprenne de nouveau. Mais, ne soyons pas totalement pessimistes. Si le président de la République voulait bien faire, il générerait alors une véritable transition démocratique pour aboutir en 2014 à une élection présidentielle authentique. Mais, on peut penser que cela ne fait pas partie de son programme. Alors, les jeunes imposeront, à n'en pas douter, leurs règles du jeu !

Propos recueillis par H. M.